



NOTICE D'INFORMATION AUX LICENCIES DE L'A.T.S.C.A.F.FEDERALE / SAISON 2017-2018

Extrait du contrat Responsabilité Civile n° 971.0000.82133.A.50 souscrit par la Mutuelle des Sportifs auprès de IME (Inter Mutuelles Entreprises), présenté par MDS Conseil

GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE

Article 1 - OBJET DU PRESENT CONTRAT :

Le présent contrat a pour objet de définir les garanties de responsabilité civile et de défense pénale-recours destinées aux licenciés de l'ATSCAF conformément aux dispositions du Code du Sport.

Article 2 - ASSURES :

- Les licenciés de l'ATSCAF,
- Les pratiquants occasionnels non licenciés invités ou visiteurs (pratiquants occasionnels découvrant l'activité à l'occasion de journées portes ouvertes, rencontres amicales, ...) ainsi que les parents ou personnes civilement responsables de leur fait, **à l'exception des spectateurs qu'ils soient admis à titre gratuit ou payant,**
- Les participants à une manifestation de promotion des activités garanties,
- Les membres de la famille des licenciés et les invités participant aux activités extra sportives exercées à titre récréatif .
- Les parents ou personnes civilement responsables du fait de licenciés mineurs,

Et d'une façon générale, toutes les personnes dont l'assuré est responsable en droit ou en fait.

Les assurés seront tiers entre eux.

Article 3 - ACTIVITES GARANTIES:

3.1- Sont garantis :

- Les activités touristiques sportives et culturelles des licenciés de l'ATSCAF et de ses associations affiliées, qu'elles soient organisées et/ou contrôlées par les dites associations ou pratiquées à titre individuel. L'alpinisme, le canyoning et la spéléologie sont exclus lorsque les activités ne sont pas organisées par l'ATSCAF ou par ses associations affiliées.

Sont exclus les dommages résultant de la pratique des sports ou des activités suivantes: sports aériens, sports comportant l'usage de véhicules terrestres à moteur, utilisation d'embarcation d'une longueur supérieure à 5m50, ou équipée d'un moteur de plus de 10 CV ou pouvant transporter plus de 10 personnes, saut à l'élastique.

- Les déplacements nécessités par les activités ci-dessus mentionnées.

Article 4 - CONDITIONS INDIVIDUELLES D'ADHESION :

Conformément aux dispositions du Code du Sport, la garantie Responsabilité Civile est automatiquement acquise à chaque licencié, sans possibilité de renonciation individuelle.

Article 5 - ETENDUE GEOGRAPHIQUE DES GARANTIES :

La garantie s'exerce dans les PAYS DU MONDE ENTIER.

Hors de France, des DOM-TOM ou des Principautés d'Andorre et de Monaco, lors d'un déplacement ou d'un séjour temporaire ne dépassant pas 90 jours, dès lors que le déplacement ou le séjour est organisé par l'ATSCAF ou ses associations affiliées et dès lors que le pays d'accueil n'est pas en état de guerre ou en état d'instabilité politique notoire.

En ce qui concerne les sinistres survenus aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada, il est convenu que SONT EXCLUS DE LA GARANTIE :

- LES DOMMAGES INTÉRÊTS PUNITIFS OU EXEMPLAIRES (PUNITIVE DAMAGES OU EXEMPLARY DAMAGES),
- LES DOMMAGES DE POLLUTION
- LES DOMMAGES IMMATERIELS NON CONSÉCUTIFS

Article 6 - PRISE D'EFFET DE LA GARANTIE :

Pour les sportifs prenant pour la première fois leur licence, la garantie est accordée dès le jour de réception à 0 heure de la demande de licence par l'ATSCAF. Elle cesse à la date de fin de validité de la licence.

Les sportifs renouvelant leur licence bénéficient automatiquement de la garantie sous réserve que ce renouvellement intervienne au plus tard dans le premier trimestre de la nouvelle saison.

Article 7 - DEFINITIONS :

7.1 - Dommages :

7.1.1. - Dommege corporel :

Toute atteinte corporelle, physique, mentale ou morale subie par une personne physique.

7.1.2. - Dommege mat6riel :

Toute dét6rioration, d6gradation ou destruction, totale ou partielle, disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

7.1.3. Dommages immat6riels :

Tous dommages autres que corporels ou mat6riels lorsqu'ils r6sultent de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, de la perte d'un b6n6fice.

7.1.4. Dommages immat6riels cons6cutifs :

Tous dommages immat6riels tels que d6finis ci-dessus et cons6cutifs à un dommege corporel ou mat6riel garanti.

7.1.5 Dommages immat6riels non cons6cutifs :

Tous dommages immat6riels qui ne r6sultent pas d'un dommege corporel ou mat6riel.

7.2. - Franchise :

Part du dommege indemnisable restant dans tous les cas à la charge de l'assur6 et d6duite de tout r6glement de sinistre.

7.3 - Sinistre :

Tout dommege ou ensemble de dommages caus6s à autrui, engageant la responsabilit6 de l'assur6, r6sultant d'un fait dommageable et ayant donn6 lieu à une ou plusieurs r6clamations. Le fait dommageable est celui qui constitue la cause g6n6ratrice du dommege. Un ensemble de faits dommageables ayant la m6me cause technique est assimil6 à un fait dommageable unique.

7.4 - R6clamation :

Mise en cause de la responsabilit6 de l'assur6, soit par lettre adress6e à l'assur6 ou à l'assureur, soit par assignation devant un tribunal civil ou administratif. Un m6me sinistre peut faire l'objet de plusieurs r6clamations, soit d'une m6me victime, soit de plusieurs victimes.

7.5. Tiers :

7.5.1. Toute personne autre que l'assur6 responsable du dommege.

7.5.2. Les diff6rents assur6s sont tous tiers entre eux **sauf au regard des dommages immat6riels non cons6cutifs.**

Article 8 - EXCLUSIONS :

8-1 Les dommages caus6s par une faute intentionnelle ou dolosive de l'assur6.

8-2 Les dommages dont le fait g6n6rateur n'a pas un caract6re al6atoire.

8-3 Les dommages caus6s par la guerre 6trang6re (d6clar6e ou non) ou civile, ou r6sultant d'actes de terrorisme.

8-4 Les dommages ou l'aggravation des dommages caus6s par :

- Des armes ou engins destin6s à exploser par modification de structure du noyau de l'atome
- Tout combustible nucl6aire, produit ou d6chet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engage la responsabilit6 exclusive d'un exploitant d'installation nucl6aire.
- Par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) utilis6e ou destin6e à 6tre utilis6e hors d'une installation nucl6aire et dont l'assur6, ou toute personne dont il r6pond, a la propri6t6, la garde ou l'usage, ou dont il peut 6tre tenu pour responsable du fait de sa conception, sa fabrication ou son conditionnement.

8-5 Les cons6quences p6cuniaires des dommages r6sultant d'6meutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage ainsi que des accidents dus à des gr6ves ou lock-out de la personne morale assur6e.

8-6 Les amendes quelle qu'en soit la nature, les astreintes, les clauses p6nales.

8-7 Les dommages y compris le vol, caus6s aux biens dont l'assur6 responsable du sinistre est propri6taire, locataire, d6positaire ou gardien.

8-8 Les dommages r6sultant de la pratique des sports ou des activit6s suivantes : sports a6riens, sports comportant l'usage de v6hicules terrestres à moteur, utilisation d'embarcation d'une longueur sup6rieure à 5 m6tres 50, ou 6quip6e d'un moteur de plus de 10 CV ou pouvant transporter plus de 10 personnes, saut à l'6lastique. L'alpinisme, l'escalade, le canyoning, et la sp6l6ologie sont exclus lorsque les activit6s ne sont pas organis6es par l'ATSCAF ou par ses associations affili6es.

8-9 Les dommages causés par tous engins ou véhicules ferroviaires, aériens, spatiaux, maritimes, fluviaux.

8-10 Les dommages causés à l'occasion d'activités ayant fait l'objet de la souscription d'un contrat d'assurance en vertu d'obligation légale, par exemple l'utilisation de véhicules terrestres à moteur et leur remorque, les actes de chasse ou de destruction d'animaux malfaisants ou nuisibles, l'exploitation de remontées mécaniques et de funiculaires, les activités d'agence de voyages.

8-11 Les conséquences pécuniaires des dommages résultant d'atteintes à l'environnement non accidentelles définie comme étant :

- l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, les eaux ou le sol,
- la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de températures, ondes, radiations ou rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage lorsque sa manifestation est concomitante à l'événement soudain et imprévu qui l'a provoqué et ne se réalise pas de façon lente et progressive.

Article 9 - MONTANT DES GARANTIES ET DES FRANCHISES :

Les garanties sont accordées dans la limite des sommes stipulées ci-dessous.

Par « année d'assurance », il faut entendre la période comprise entre deux échéances principales de cotisation.

Toutefois si la date de prise d'effet ne coïncide pas avec l'échéance principale, la première année d'assurance est la période comprise entre la date d'effet et celle de la première échéance principale.

Par ailleurs si l'assurance expire entre deux échéances principale, la dernière année d'assurance est la période comprise entre la date d'échéance principale et la date d'expiration.

Lorsque la limite est fixée :

par sinistre, la somme mentionnée constitue l'engagement maximum de la société pour l'ensemble des réclamations se rattachant à une même cause initiale, quel que soit le nombre des victimes et l'échelonnement dans le temps des règlements effectués,

par année d'assurance, la somme mentionnée constitue l'engagement maximum de la société pour l'ensemble des réclamations se rattachant aux sinistres imputables à une année d'assurance, quel que soit le nombre des victimes et l'échelonnement dans le temps des règlements effectués.

L'ensemble des règlements dus au titre d'un sinistre sera imputé à l'année d'assurance en cours de laquelle la première déclaration ou réclamation a été portée à la connaissance de l'assureur.

Ces montants ainsi fixés se réduisent et s'épuisent par tout paiement amiable ou judiciaire d'indemnité, sans reconstitution de la garantie prévue au titre d'un sinistre ou d'une année d'assurance.

Pour les sinistres survenus aux Etats-Unis d'Amérique ou au Canada, les frais de défense de l'assuré tels que les honoraires d'avocat ou d'expert, les frais de témoignage ou d'enquête, les frais judiciaires sont inclus dans les montants de la garantie.

RESPONSABILITE CIVILE :

Tous dommages confondus : 10.000.000 € par année d'assurance

Dommages matériels et immatériels consécutifs : 2.000.000 € par année d'assurance (franchise 280 € par sinistre)

Dommages immatériels non consécutifs : 300.000 € par année d'assurance (franchise 1 000 € par sinistre)

Les indemnités pouvant être à la charge de l'assuré à l'Etranger lui seront uniquement réglées en France, à concurrence de leur contre-valeur officielle en Euros.

Article 11 - PERIODE DE VALIDITE DE LA GARANTIE :

La garantie est déclenchée par une réclamation conformément aux dispositions de l'article L 124-5 du Code des Assurances.

La garantie s'applique dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent de 5 ans à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, l'assureur ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

Le contrat ne garantit pas les sinistres dont le fait dommageable était connu de l'assuré à la date de souscription du contrat ou de la garantie concernée.

GARANTIE « RECOURS ET DEFENSE PENALE »

Article 13 : DEFINITION.

Tiers : Toute personne autre que l'assuré, étant précisé que les différents assurés sont tous tiers entre eux.

Article 14: SINISTRE GARANTI.

Le sinistre garanti est le litige ou le différend dont le fait générateur se situe pendant la période où l'assuré a la qualité d'adhérent à l'ATSCAF et pendant la durée du présent contrat.

Article 15: OBJET DE LA GARANTIE.

La société garantit à l'assuré la prise en charge des frais de procès intentés par lui ou contre lui devant les juridictions françaises.

Cette garantie n'exclut pas la recherche, chaque fois que possible, par l'assureur ou par un avocat, d'une solution amiable susceptible de donner satisfaction à l'assuré.

Article 16 : CE QUI EST GARANTI.

16.1 - Recours de l'assuré non responsable

L'assureur s'engage à réclamer, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation pécuniaire du préjudice subi par l'assuré qui engage la responsabilité totale d'un tiers et résulte :

- de dommages corporels survenus à l'occasion des activités garanties,
- de dommages matériels causés aux biens faisant l'objet du contrat sauf si ces dommages entrent dans le champ d'application d'une garantie non souscrite.

Si la responsabilité de l'assuré est engagée, la défense de ses intérêts est prise en charge par l'assureur dans le cadre de la garantie « Responsabilité Civile » (articles 7 à 12 inclus).

16.2 - Défense pénale

La société s'engage, en cas d'accident mettant en jeu la garantie « responsabilité civile » acquise à l'assuré, à assumer sa défense pénale devant les juridictions répressives ou les commissions administratives.

La garantie n'est toutefois pas acquise en cas de dommages intentionnellement causés par l'assuré ou avec sa complicité.

Article 17 : CHOIX DE L'AVOCAT (article L 127-3 du code des assurances)

Si une action en justice doit être exercée pour défendre les intérêts de l'assuré, celui-ci dispose du libre choix de l'avocat qui défendra son affaire et la Société lui en remboursera les honoraires. Toutefois, si l'avocat retenu n'est pas sur la liste que la Société propose, ce remboursement sera effectué dans la limite des honoraires habituellement versés aux avocats de la société pour une affaire du même type.

Si pour un même sinistre, une réclamation doit être formulée auprès d'un (des) tiers responsable (s), pour plusieurs assurés, la garantie s'exerce dans la limite des honoraires d'un seul avocat pour l'ensemble de ces Assurés.

L'Assuré dispose également du libre choix de l'avocat chaque fois que survient un conflit d'intérêt entre lui-même et la Société, en sa qualité d'assureur « Protection Juridique ».

Article 18 : MONTANT DE LA GARANTIE :

(20.000 € par dossier / seuil d'intervention : 300 €)

A l'occasion d'un sinistre garanti, l'assureur rembourse à l'assuré ou règle directement pour le compte de celui-ci les frais et honoraires des mandataires: avocats, experts (y compris médecins et techniciens), avoués et auxiliaires de justice saisis avec notre accord préalable de l'assureur, à l'exclusion des honoraires de résultat.

L'assureur rembourse à l'Assuré dans la limite des montants et plafonds indiqués au barème prévu à la présente convention, les frais et honoraires de l'avocat ou tout autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, sur présentation des sommes versées, accompagnées de la décision rendue ou du protocole de transaction signé par les parties au litige.

Article 19 : SUBROGATION

Les sommes attribuées à l'assuré au titre des dépens, des articles 700 du Nouveau Code de Procédure civile, 475-1 du Code de Procédure Pénale et L 8-1 du Code des Tribunaux Administratifs et des Cours Administratives d'Appel sont acquises à la Société.

Cependant, elles sont réparties entre l'assureur et l'assuré, au prorata de leurs dépenses respectives, lorsque des honoraires ou frais sont restés à la charge de l'assuré.

Article 20 : DESACCORD ENTRE L'ASSURE ET L'ASSUREUR

Conformément à l'article L 127-4 du Code des Assurances, en cas de désaccord sur l'opportunité de lancer, soutenir ou poursuivre une action judiciaire, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'un avocat désigné d'un commun accord entre les parties, ou à défaut par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés.

Cependant, le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé, peut en décider autrement s'il estime que l'assuré a usé de cette faculté dans des conditions abusives.

Si, en dehors du recours à l'arbitre, l'assuré passait outre à l'avis de l'assureur, celui-ci suspendrait sa garantie jusqu'à l'issue du procès, c'est à dire jusqu'à ce qu'une décision définitive, passée en force de chose jugée, mettant fin au litige ait été rendue.

Si l'assuré a engagé à ses frais une procédure juridictionnelle et obtient une décision plus favorable que celle qui lui avait été proposée par la Société ou par l'avocat mentionné ci-dessus, la Société l'indemniserà des frais exposés dans l'exercice de cette action dans la limite du montant de la garantie.

Article 21 : EXCLUSIONS

Indépendamment des exclusions prévues à l'article 9, l'assureur ne garantit pas :

- les sinistres consécutifs à l'état alcoolique de l'assuré, tel que défini dans le Code Pénal et à l'article L 1 du Code de la Route, sauf s'il est établi que le sinistre est sans relation avec cet état.
- le paiement des amendes et contraventions.
- les sinistres consécutifs à des désordres, malfaçons ou travaux mal exécutés affectant le patrimoine géré.